

Analyse

Discorde autour de la Corée du Nord

samedi 20 mai 2006, par [PONS Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 20 mai 2006).

Avec en toile de fond la guerre en Irak et la confrontation avec l'Iran, le programme nucléaire de la Corée du Nord semble être passé au second plan dans les préoccupations de Washington. L'administration Bush a finalement peu de cartes en main pour faire fléchir Pyongyang. Epingler la République populaire démocratique de Corée (RPDC) comme un « Etat criminel » - faux-monnayeur et violant les droits de l'homme - et chercher à l'asphyxier financièrement en misant sur l'effondrement du régime sont des tactiques qui, si tant est qu'elles soient efficaces, prennent du temps. Or, avec la crise iranienne, la Corée du Nord apparaît soudain comme un dangereux modèle pour Téhéran : voilà un Etat qui a proclamé qu'il détenait l'arme atomique et ne paraît guère céder aux sanctions internationales.

Depuis son arrivée au pouvoir, George Bush a déclaré qu'une RPDC nucléaire était intolérable. Mais sa politique de la canonniers - provocation d'une seconde crise nucléaire avec Pyongyang, en octobre 2002, prétextant d'un programme clandestin d'enrichissement de l'uranium dont il n'a été apporté aucune preuve - a eu pour effet la sortie de la Corée du Nord du traité de non-prolifération nucléaire, suivie de la reprise de son programme à base de plutonium. Si, à en croire la CIA, la RPDC avait suffisamment de matière fissile pour fabriquer une à deux bombes à l'arrivée de George Bush à la Maison Blanche, elle en aurait six aujourd'hui. Pas vraiment un succès en matière de non-prolifération.

La politique jusqu'au-boutiste de George Bush vis-à-vis de la Corée du Nord risque en outre et plus gravement de compromettre les grands équilibres régionaux à long terme. L'alliance de plus d'un demi-siècle entre la Corée du Sud et les Etats-Unis est entrée dans une zone de turbulence. Ni l'une ni l'autre des parties ne souhaitent mettre fin à l'un des deux piliers de la stabilité régionale avec le traité de sécurité américano-nippon. Mais le sentiment prévaut à Séoul que cette alliance doit être repensée afin de placer les deux partenaires sur un pied d'égalité et la rendre plus compatible avec les intérêts nationaux sud-coréens.

Tandis que les Etats-Unis tendent à percevoir les divergences avec Séoul comme « une amnésie historique » de la part des Coréens - l'oubli par ces derniers qu'ils doivent leur prospérité et leur sécurité à l'alliance militaire et à la coopération économique avec Washington -, l'opinion au Sud est animée par un sentiment d'identité nationale « pan coréenne » et une aspiration à la réconciliation avec le Nord qui la mettent en porte-à-faux par rapport à la politique de l'administration Bush visant à isoler le régime de Pyongyang.

Le rapprochement Nord-Sud, construit pied à pied par Séoul à la suite du sommet de juin 2000, affaiblit l'un des fondements de la conception initiale de l'alliance : l'ennemi nord-coréen qui a cimenté celle-ci n'est plus perçu au Sud comme étant aussi « *dangereux* » qu'il le fut. La seconde crise nucléaire de 2002 n'a en rien entamé cette perception : à tort ou à raison, la majorité des Coréens du Sud ne pensent pas que l'arme atomique nord-coréenne - si tant est que Pyongyang la possède effectivement -, soit dirigée contre eux.

Vision « romantique »

Les deux Corées sont toujours formellement en état de guerre, mais elles le sont de moins en moins dans l'esprit des Sudistes. Une vision peut-être « romantique » pourfendue par les « réalistes », mais dont ceux-ci doivent néanmoins tenir compte. La fin de la guerre froide et la démocratisation de la Corée du Sud ont affaibli le soutien inconditionnel à l'alliance avec les Etats-Unis. Alliée qui sait être fidèle - comme elle l'a montré avec l'envoi de troupes en Irak -, la Corée du Sud est de plus en plus récalcitrante à suivre Washington lorsqu'il s'agit de la RPDC.

Tandis que les Etats-Unis cherchent à asphyxier le régime de Corée du Nord, Séoul poursuit sa politique de coopération. Au cours d'une récente visite à Oulan-Bator, le président Roh Moo-hyun s'est déclaré prêt à faire « *un maximum de concessions à la Corée du Nord et à lui apporter des aides sans condition* ». « *Nous ne voulons pas la chute du régime nord-coréen* », a-t-il affirmé. A la veille de la visite en juin à Pyongyang de son prédécesseur, Kim Dae-jung, cette déclaration du président sud-coréen se démarque clairement de la position des néoconservateurs américains.

Alors que Séoul a fait du complexe industriel de Kaesong, en Corée du Nord, où des entreprises sud-coréennes emploient de la main-d'œuvre nord-coréenne, un projet pilote de coopération, Jay Lefkowitz, chargé par George Bush des droits de l'homme en RPDC, dénonce cette initiative comme une aide au régime. En outre, avance-t-il, les droits des ouvriers nord-coréens ne seraient pas respectés car ils ne touchent pas directement leurs salaires. Une critique rejetée vertement par Séoul. « *Nous ferons de Kaesong un succès, quels que soient les obstacles* », a déclaré le ministre de l'unification, Lee Jong-seok. « *Dans beaucoup de cas nous sommes d'accord avec les Etats-Unis, mais il faudrait aussi que ceux-ci respectent notre propre position* », a-t-il poursuivi.

« *Le fossé grandissant dans la perception de la Corée du Nord entre Séoul et Washington est exploité à son avantage par la Chine* », estime le professeur de relations internationales Moon Chung-in. La doctrine de flexibilité stratégique des Etats-Unis fait craindre à la Corée du Sud d'être impliquée, malgré elle, dans un conflit régional. Et les divergences de perception de la Corée du Nord par Séoul et par Washington, conjuguées au renforcement des liens stratégiques américano-japonais, avec en toile de fond ce qui est ressenti dans la péninsule comme des provocations nationalistes de Tokyo, risquent de pousser davantage la Corée du Sud « dans les bras » de Pékin. Un Etat nucléaire sous emprise chinoise au Nord et un autre, au Sud, flirtant avec la Chine : George Bush fait évoluer la donne en Asie orientale. Mais peut-être n'est-ce pas vraiment dans le sens souhaité par tous les stratèges à Washington.

P.-S.

* Article paru dans « Le Monde », édition du 21.05.06.